

La DGSI inquiète : trop de forces de l'ordre rejoignent des groupes d'auto-défense

écrit par Manuel Gomez | 29 février 2024



La DGSI (Direction Générale de la Sécurité Intérieure) s'inquiète du nombre important des membres des forces de l'ordre, armée, police, gendarmerie, douanes, CRS,

surveillants pénitentiaires, qui rejoignent les différents groupuscules d'auto-défense, pour la plupart liés à l'extrême droite, selon elle mais également selon « Médiapart ».

Ils viennent renforcer les milices, déjà existantes depuis longtemps, qui se préparent à lutter, si cela s'avérait nécessaire, contre l'islamisme, en se substituant à un Etat défaillant et complice.

Notamment le VPF (Volontaires pour la France), le plus important de ces groupes organisés (1000 volontaires environ) rejoint par une cinquantaine de militaires actifs et retraités.

L'objectif : identifier les emplacements des stocks de nourriture, d'eau potable, de transformateurs électriques et autres sources d'approvisionnement énergétique, d'armes, afin de mieux préparer la défense du pays contre l'islamisation.

Organisation de patrouilles de rue pour lutter efficacement contre la délinquance, les dealers, les migrants organisés (mineurs et adultes), qui imposent leurs lois dans plusieurs régions de France.

L'Association professionnelle nationale militaire tire également le signal d'alarme : un malaise s'est installé, et n'a pas été dissipé, depuis l'éviction du général de Villiers, Chef d'état-major des armées.

Et ce n'est pas la nomination de ministres des armées, souvent incompetents, et d'un ministre de l'Intérieur dont on espère toujours les actes annoncés, qui ont permis d'améliorer une situation préoccupante.

Plus d'opération militaire française en Afrique donc le territoire est abandonné aux groupes terroristes islamistes qui circulent et opèrent librement.

*Les forces de l'ordre, CRS et gendarmes, mobilisés sur tous les fronts, dont le nombre de blessés augmente chaque jour et qui en ont « ras le bol ».

*Opération sentinelle qui n'apporte aucune défense contre les actes terroristes isolés.

* Absence de décision et de sanction devant les agressions quotidiennes, les vols, les viols, de bandes de clandestins (mineurs et adultes).

*Légitime défense interdite face à des attaques organisées pour « tuer du flic ».

*Absence totale de décision d'intervention pour éradiquer les très nombreuses « zones de non droit » où la population est terrorisée.

*Non expulsion des OQTF (qui devrait être rebaptisés IQTF = Invitation à quitter le territoire français)

*Liberté pour des milliers de condamnés par notre justice (Pourtant assez laxiste) par manque de places de prison (15.000 devaient être construites mais les milliards sont nécessaires ailleurs !)

Et cette longue liste n'est pas exhaustive !

Le terrorisme se manifeste chaque jour, certains partis politiques s'activent pour rejouer un mai 68, mais en 68 il n'y avait pas d'islamisme radical, pas de terrorisme, la donne n'est plus la même et le scénario final risque fort de dérapé.

Le débat sur l'immigration, qui s'est déroulé à l'Assemblée Nationale, a été totalement « retoqué » par le Conseil Constitutionnel et a donc perdu toute efficacité. Nous conseillons fermement au Président d'écouter la voix du peuple et d'organiser un référendum sur ce sujet mais, surtout, d'en tenir compte (Si le résultat ne lui convient

pas) ce qui n'est pas toujours le cas !

Pour conclure je me pose cette question : « *A quoi, et pour qui, étaient destinées toutes les armes de guerre et les munitions découvertes chez Alain Delon ?* »

Manuel Gomez